



COMMUNAUTÉ DE COMMUNES  
DE LA MARCHE BERRICHONNE

8 Rue Jean Marien Messant

36140 AIGURANDE

Tél: 02.54.06.37.33

E.Mail: [contact@ccmarcheberrichonne.fr](mailto:contact@ccmarcheberrichonne.fr)

Aigurande - La Buxerette - Crevant - Crozon sur Vauvre - Lourdoueix St Michel -  
Montchevrier - Orsennes - St Denis de Jouhet - St Plantaire

## COMPTE RENDU DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 16 SEPTEMBRE 2020

L'an deux mille vingt, le seize septembre, le Conseil Communautaire dûment convoqué s'est réuni au siège de la Communauté à AIGURANDE, en session ordinaire, sous la présidence de M. Pascal COURTAUD, Président.

Etaient présents: M. COURTAUD, Mme FONTAINE, MM. SIMON, MITATY, BRE, DEGAY, MAILLIEN, BRETAUD, DAUDON, BEGAT, MIGET, DESRIERS, FOULATIER, PINTON, PERRIN, CUTARD, CALAME, LABAYE, Mmes GONNARD, BARNOLE, JACOB conseillers communautaires.

Etaient absents: M. MAUGRION (excusé), DEGUET (excusé), Mme GIRAUDET (excusée), MAITRE (excusée), DESABRES (excusée).

Mme GIRAUDET a donné pouvoir à M. MAILLIEN.

Mme DESABRES a donné pouvoir à M. CUTARD.

Date de convocation: 08 septembre 2020

### Répartition du FPIC

Le Président indique au Conseil communautaire qu'il a reçu notification, de la part de la Préfecture, de deux fiches d'information relatives :

- l'une à la répartition de droit commun du prélèvement et du reversement au titre du fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) entre l'EPCI et ses communes membres.

- l'autre aux différentes données nécessaires au calcul des répartitions dérogatoire entre la communauté et ses communes membres.

Il précise le contenu de ces fiches et les différentes modalités de répartitions possibles (de droit, dérogatoire).

Le versement au bénéfice de l'ensemble intercommunal s'élève à 188 608 Euros, tandis que le prélèvement est de 22 541 Euros.

Par délibération prise dans les deux mois de la notification, le Conseil communautaire doit se prononcer sur la répartition du FPIC entre la communauté et ses Communes membres et entre les communes elles-mêmes.

Le Président propose au Conseil communautaire de choisir de conserver la répartition dite "de droit commun", tant pour le prélèvement que pour le reversement.

Le Conseil communautaire,

Après avoir entendu l'exposé du Président et en avoir délibéré, à l'unanimité,

**-DECIDE** de répartir le FPIC selon la répartition dite "de droit commun", tant pour le prélèvement que pour le reversement.

### Droit de préemption urbain (DPU)

Monsieur le Président rappelle au Conseil communautaire que la Communauté de communes étant compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme, il est de sa responsabilité de définir le Droit de Préemption Urbain (DPU) sur les communes membres.

Par sa délibération du 16 juillet 2020, le conseil communautaire a délégué l'exercice du droit de préemption au Président.

Par ailleurs, le PLUi de la Marche berrichonne a été approuvé par le conseil communautaire le 02 mars 2020 et est devenu exécutoire le 24 juillet 2020.

En conséquence, il propose d'instaurer le DPU sur l'ensemble des zones urbaines (U) et d'urbanisation future (AU) définies par le PLUi de la Marche berrichonne, conformément aux dispositions de l'article L.211-1 du Code de l'Urbanisme.

Le Conseil communautaire, après avoir entendu l'exposé du Président et en avoir délibéré, à l'unanimité, décide :

- d'instaurer le DPU sur les zones U et AU du Plan Local d'Urbanisme intercommunal de la Marche berrichonne, regroupant les communes de Aigurande, La Buxerette, Crevant, Crozon sur Vauvre, Lourdoueix Saint Michel, Montchevrier, Orsennes, Saint Denis de Jouhet et Saint Plantaire.
- que la présente délibération sera affichée au siège de la Communauté de communes et dans chaque mairie concernée pendant un mois.
- que mention de cette délibération sera faite dans deux journaux publiés dans le département.

#### **Bail LOCAPOSTE - Orsennes**

Monsieur le Président rappelle au Conseil communautaire que la Communauté de communes avait consenti à LOCAPOSTE un bail commercial pour le bâtiment PDC d'Orsennes qui avait commencé à courir le 04 février 2011 pour finir le 30/09/2020.

Après divers échanges, LOCAPOSTE a accepté de rester sur place à l'issue du bail et un accord a pu intervenir pour la réalisation d'un nouveau bail qui serait un bail civil d'une durée de 1 an, renouvelable à son échéance par tacite reconduction par périodes successives de 1 ans, chaque partie ayant la faculté de résilier le bail à son échéance avec un préavis de 6 mois.

Le loyer annuel hors taxes serait fixé à 12 543 €, indexé au 1<sup>er</sup> octobre de chaque année.

Le Conseil communautaire, après avoir entendu l'exposé du Président et en avoir délibéré, à l'unanimité :

- ACCEPTE de consentir à LOCAPOSTE, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2020, un bail civil pour le bâtiment PDC d'Orsennes aux conditions ci-dessus rappelées.
- AUTORISE le Président à signer le bail à intervenir.

#### **Désignation d'un représentant à la Commission Paritaire Energie (SDEI)**

Monsieur le Président indique au Conseil communautaire que le syndicat départemental d'énergie de l'Indre a mis en place le 2 octobre 2015 une commission paritaire énergie, pour laquelle il convient de désigner un représentant.

Le Conseil communautaire désigne ainsi, à l'unanimité : Madame Virginie FONTAINE.

#### **Informations diverses**

Le Président informe le conseil communautaire :

- Du départ du Docteur Voenoïu du centre de santé au 03 septembre et du lancement d'une nouvelle procédure de recrutement.
- Du dépôt d'une requête auprès du Tribunal Administratif de Limoges contre le PLUi, émanant d'un habitant de Saint Plantaire.
- De l'avancement du projet de centre de tri de la SPL Tri Berry Nivernais.